

LE SOIR

L'expulsion du réalisateur de la RTBF Thierry Michel

Une rebuffade du Zaïre à l'égard de la Belgique

Le réalisateur Thierry Michel se remet de ses émotions après avoir été expulsé du Zaïre en laissant derrière lui sa caméra, son matériel, ses carnets de notes et après avoir été accusé d'« intelligence avec une puissance étrangère ».

Il est persuadé de ne pas avoir été victime d'un acte isolé, mais bien d'une provocation délibérée à l'égard de la Belgique : *Je me trouvais déjà au Zaïre depuis une dizaine de jours et j'avais déjà eu de nombreux contacts avec des expatriés, sujet de mon prochain film, lorsque des agents du Snip (Service national d'intelligence et de protection, la Sûreté de Mobutu) se sont présentés au centre Wallonie-Bruxelles où je me trouvais et m'ont embarqué non pas vers la prison de Makala mais vers leur propre centre de détention. Je n'ai pas vraiment eu droit au traitement relativement privilégié réservé d'ordinaire aux étrangers : je me suis retrouvé dans un cachot infâme, aux vitres brisées, infesté de moustiques et dans une atmosphère assez particulière. Les gardiens essayaient d'inciter les autres détenus à ne pas parler avec le « Mundele », le Blanc, sous pei-*

ne d'être sanctionnés. C'est l'un des dirigeants de l'UDPS, le parti de Tshisekedi, qui se trouvait là depuis le 19 janvier au secret, qui m'a pris sous sa protection.

Thierry Michel réfute les allégations de l'ambassadeur du Zaïre à Bruxelles selon lesquelles son visa, délivré par le consul général à Anvers, n'était pas valable. *Il s'agissait d'un visa en bonne et due forme, délivré par une autorité habilitée à le faire. En outre, ma présence à Kinshasa n'était pas clandestine, loin s'en faut : j'avais sollicité toutes les autorisations de tournage nécessaires et mon équipe était attendue pour jeudi. J'avais également demandé une audience à M. Ngbanda, conseiller spécial du Président en matière de sécurité et tout-puissant au Zaïre.*

L'expulsion du réalisateur de la RTBF peut se lire de plusieurs manières. La première, anecdotique, se déchiffre à la lumière d'un conflit de compétences entre le consulat général du Zaïre à Anvers et l'ambassade à Bruxelles : les visas peuvent être délivrés par les deux instances, et à raison de 2.500 FB pour un visa d'un mois, de 4.500 FB pour un visa à plu-

sieurs entrées et de 12.000 FB pour un visa valable six mois, il s'agit là d'une ressource non négligeable pour des fonctionnaires dont les traitements accusent des mois de retard.

Cependant, il est d'usage que les visas de journalistes belges relèvent de la compétence exclusive de l'ambassade à Bruxelles qui pour toute décision doit se référer à Kinshasa : il ne s'agit pas là d'une matière administrative mais hautement politique, les rapports avec la presse belge appartenant, pratiquement, au domaine réservé du chef de l'État et de son entourage. C'est dans ce sens qu'il faut lire l'expulsion de Thierry Michel, à la lumière d'une situation politique intérieure toujours bloquée et des rapports ambigus entre le Zaïre et les Occidentaux.

A Kinshasa, le débat se poursuit au sein du Haut Conseil de la république-parlement de transition, et il bute toujours sur la question du Premier ministre, tandis que la troïka occidentale est plus divisée qu'elle ne veut bien l'admettre. Les Belges, même s'il leur arrive d'être déçus par son relatif immobilisme, demeurent fidèles à Tshisekedi parce qu'il fut élu par la Confé-

rence nationale, alors que les Français souhaiteraient un déblocage au profit d'une autre nationalité et multiplient candidats et scénarios de rechange.

Paris aurait d'ailleurs tendance à assouplir les mesures destinées à faire pression sur M. Mobutu : son épouse a été autorisée à se rendre à Paris au chevet de son fils, grièvement malade depuis très longtemps, et dans certains milieux, on préparerait même un voyage du Président lui-même. Il pourrait par exemple être convié dans la capitale française à l'occasion d'un symposium international sur le sida où il apporterait son témoignage et proclamerait son engagement dans la lutte contre le fléau.

La Belgique demeurant l'élément le plus ferme de la troïka occidentale, les durs du régime, qui ne souhaitent pas voir Tshisekedi revenir aux affaires et qui récusent les pressions de Bruxelles, ont donc choisi une fois de plus de s'en prendre à un représentant de la presse pour traduire leur déplaisir à l'égard de la politique belge. Et pour démontrer, à toutes fins utiles, qui demeure vraiment le chef...

COLLETTE BRAECKMAN

LE SOIR - 7/3/94-